



La conférence de Durban

Chronique d'une crise annoncée

La Conférence de Durban, la première conférence mondiale contre le racisme tenue depuis 10 ans, a pris ses quartiers au cœur de l'Afrique du Sud du 28 août au 7 septembre 2001. Ce qui devait être un rendez-vous historique a vite pris des allures de rendez-vous manqué, notamment grâce aux efforts conjoints du gouvernement américain — prêt à tout pour éviter de regarder en face son passé esclavagiste — et d'activistes particulièrement extrêmes, focalisant leurs critiques sur Israël, quitte à dérapier et confondre antisémitisme avec antisémitisme, quitte aussi à faire oublier toutes les autres formes de discrimination. Présente sur place pour filmer, enquêter et participer, l'équipe de ProChoix — qui avait longtemps avant le début de la conférence mis en ligne un site durban2001.com invitant tous les conférenciers à n'oublier aucune forme de discrimination — revient de Durban avec un œil particulièrement critique sur les coulisses de cette conférence et le sentiment d'avoir assisté à un événement tristement annonciateur de la crise mondiale actuelle...

Journal de bord de la conférence du racisme et de l'antiracisme...

La conférence de Durban devait être un rendez-vous avant tout symbolique, celui d'une foule antiraciste convergeant vers l'ex-pays de l'apartheid, avide d'échanger ses impressions sur la Nouvelle Afrique du Sud. C'est donc pleines de curiosité pour ce pays, sinistrement mythique, que nous avons débarqué à Durban quelques semaines avant le début de la conférence. Avant de partir, les mises en garde n'avaient pas manqué. Nos amis avaient entendu parler d'une redoutable insécurité sévissant dans les grandes villes, le Net fleurissait d'anecdotes hitchcockiennes à vous faire avoir une attaque à distance... Chargé de notre matériel pour filmer et photographier, nous avons donc décidé d'éviter les deux principales agglomérations sud-africaines que sont Johannesburg et Pretoria pour mieux se fondre dans les rues de Durban, du Cap et de leurs alentours.



Des kilomètres de bidonville

En prenant l'autoroute qui mène au Cap, sur le chemin de l'aéroport, il ne faut pas être grand clerc pour cerner les causes de l'insécurité censée ravager les villes sudafricaines : des kilomètres et des kilomètres de bidonvilles, fait d'amas de taule, de boue et abritant au bas mot quelques milliers d'habitants. À l'intérieur, des noirs sud-africains faisant chacun plusieurs dizaines de kilomètres de marche le long des routes (matin et soir) pour regagner un endroit où travailler. Même si des millions de logements ont bien été construits depuis dix ans, le fossé entre les riches et les pauvres n'a jamais été aussi flagrant qu'aujourd'hui. Et pour cause, le paternalisme insoutenable d'hier — mais qui avait le très léger avantage de voir de riches fermiers blancs construire des baraquements pour leurs ouvriers et leur faire bénéficier de la sécurité sociale — s'est transformé en capitalisme pur. Les noirs défavorisés ont droit à l'égalité politique mais ils le payent au prix fort : ils n'ont plus la sécurité sociale et s'entassent plus que jamais dans des townships où même l'accès à l'eau — jadis gratuit — est devenu payant.

Le résultat de cette situation contrastée est assez étonnant. Vu d'Europe, nous nous atten-

dions à trouver une Afrique coupée en deux, encore tenue à distance par une certaine rancoeur contre les blancs — ce que nous aurions trouvé bien compréhensible...

La réalité est bien plus complexe et le racisme à la sud africaine bien différent de celui expérimenté en Europe. Certes, il n'est plus possible — comme le rêvaient les blancs au temps de l'apartheid — de laisser une mallette remplie de billets ouverte sur le capot de sa voiture sans craindre de se la faire voler... Néanmoins, l'insécurité est fléau qui ne frappe pas vraiment les blancs ni même les riches. 90% des agressions ayant lieu en Afrique du Sud sont certes exercées par des noirs mais envers des noirs ! Loin d'être le bras armé d'une vengeance qui se mange froide, les crimes et délits (toutefois moins élevés qu'aux États-Unis !) sont la sinistre illustration d'une violence sociale qui se retourne contre elle-même. En réalité, les premières victimes de cette violence semblent être moins les noirs sud-africains que les noirs étrangers (immigrés du Mozambique, du Congo, du Sénégal) que les Sud-africains, blancs et noirs confondus, accusent aujourd'hui d'être responsables de tous leurs maux : chômage, sida...

Près de Khynsna, nous avons rencontré un

réfugié congolais qui nous a raconté avoir été cambriolé à 4 reprises le premier mois où il est arrivé. Non pas que ses revenus aient de quoi attirer les convoitises... Employé illégalement, il n'avait que quelques billets en liquides dans le taudis où il vivait. Mais il n'était pas sud-africain, et ça, même ses "frères" noirs ne cessent de lui faire sentir. Comme si rien ne pouvait être noir ou blanc, même en Afrique du Sud, le racisme différentieliste et ségrégationniste de l'apartheid semble avoir fait place à une forme de xénophobie exacerbée que nous avons en tête lorsque le moment était venu de participer à la conférence...

Un rendez-vous qui passionne

Dans un pays qui se souvient de la dernière conférence mondiale contre le racisme comme l'un des éléments ayant précipité la fin de l'apartheid, la tenue d'une deuxième conférence au cœur même de l'Afrique du Sud ne pouvait que passionner. À quelques semaines du coup d'envoi, les journaux télévisés ne parlent plus que de ça, toujours par groupe de deux : un noir et un blanc, une femme et un homme. On ne se défait pas d'une tradition différentieliste du jour au lendemain... ni de ses démons.

Ainsi, bien avant que certains thèmes ne vien-

nent parasiter le débat au détriment de tous les autres, il n'était déjà plus question que de l'insécurité. Interrogés à loisir, les services de police nous ont répété en boucle combien ils craignaient que les terroristes de tous les pays ne se soient donné rendez-vous à cette conférence (raté, ils sont trop occupés à apprendre à piloter !). Étaient attendus dans l'ordre : les tigres tamouls et les extrémistes palestiniens... Information censée nous rassurer, la police sud-africaine (déjà célèbre pour ne pas faire dans de la dentelle) fut très fière d'annoncer qu'elle avait demandé du renfort auprès de la police de Gènes...

Une conférence sous haute surveillance

C'est donc dans une ambiance quasi militaire, et sous le regard d'une police omniprésente, que s'est ouvert la conférence de Durban contre le racisme. Était-ce un exercice ? Une attraction destinée à nous mettre dans l'ambiance du délit de faciès ? Toujours est-il que je n'ai jamais ressenti avec autant de force l'injonction policière. Toute la ville semblait en état de siège. Quel changement avec les rues que nous avons visité quelques semaines auparavant ! La ville était comme vidée de ses habitants, à tel point que même notre chauffeur de taxi se demandait où étaient passés les habitants. Quelques jours plus tard, au Forum des ONG, une assistante sociale fera part de son agacement et de ses interrogations : "Où sont mes enfants zoulous? Comment puis-je faire mon travail !". Les hôtels — dont le personnel reste quasi entièrement composé de noirs — avaient visiblement recruté dans la hâte de jeunes serveurs blancs afin que de donner bonne impression de la nation arc-en-ciel. À moins qu'il ne s'agisse de renforts policiers en civil...

28 août, c'est l'inauguration officielle de la Conférence Mondiale Contre le Racisme (CMCR) dans le Kingsmead Stadion de Durban en Afrique du Sud. Dès 10 heures, les représentants des ONG se pressent sur la pelouse de ce stade de cricket. L'ombre de Nelson Mandela plane. Lors de la conférence précédente, il était au cœur de toutes les manifestations, de tous les espoirs. Aujourd'hui, alité par un cancer de la prostate, il n'est pas parmi nous. Première déception. Il y en aura d'autres...

Faux débats et vraies diversion

Bien avant que s'ouvrent les négociations finales et le forum des ONG, le débat n'a vite plus tourné qu'autour de deux obsessions : la question des réparations (au sujet de l'esclavage) et la question au Moyen-Orient. Si la première cause semblait bien légitime, la deuxième relève davantage de la politique



internationale que d'un thème pouvant être traité dans une conférence sur le racisme. Bien sûr la politique de type coloniale menée par Israël envers les Palestiniens devait être abordée et dénoncée, malheureusement — à défaut d'avoir été un vrai enjeu — sa dénonciation ne semble avoir servi que de prétexte de part et d'autre.

À ce petit jeu, les États-Unis ont démarré très fort. Aussitôt qu'ils se sont sentis mis en porte-à-faux par l'évocation de leur passé esclavagiste, la diplomatie américaine s'est rabattue sur la question Israélienne pour se retirer des débats. Ce qui a été interprété comme une pression d'Israël sur les États-Unis a surtout permis au pays de George Bush de s'économiser une sérieuse autocritique quant à son passé négrier : d'abord en prenant ce prétexte pour n'envoyer qu'une délégation restreinte à la conférence, ensuite en se retirant des négociations à quelques jours de la signature. À leur décharge, le document final comportait réellement des passages antisémites qu'il eut été indigne de cautionner. Car les États-Unis n'ont pas été les seuls à comprendre l'intérêt du jeu "parlons d'Israël et oublions le reste...". Comme si le monde avait d'un seul coup retrouvé ses vieux réflexes, une habitude malsaine s'est vite instaurée : chaque pays, en particulier bien sûr les pays islamistes, fustigeant Israël — puis carrément les juifs — pour mieux faire oublier ses propres actions racistes ou esclavagistes (on pense notamment à la Mauritanie)...

L'obsession anti-juifs

Dès le début du Forum, des slogans antisémites ont monopolisé l'attention : "Palestine libre ! Sharon assassin, Le sionisme c'est l'apar-

theid !" Lors du discours de Fidel Castro au Forum des ONG, certains activistes ont même clairement entendu certains slogans scandant "Free Palestine" mais aussi "Kill Jews". Des participants s'en sont même pris physiquement à des militants identifiés comme juifs. Tant pis si ceux-là militaient justement contre la politique de Sharon. Bientôt une feuille distribuée par l'Union des avocats de la ligue arabe a circulé. Elle assimilait les Juifs aux nazis. On y voit notamment des petits drapeaux portant des croix gammées sur la tête de soldats israéliens. Plus anonyme, un tract montrant une photo de Hitler était commenté ainsi : "Et s'il avait gagné ? Il n'y aurait pas eu Israël et il n'y aurait pas eu de sang palestinien versé". Groupes. Le stand de l'Union des avocats de la ligue arabe est allé jusqu'à vendre *Les Protocoles des sages de Sion* pour 20 rands. Drôle de façon d'entamer un vrai débat sur le Moyen-Orient dans une conférence contre le racisme... Car qui sont les "judéo-nazis" conspués par ces "anti-sionistes", qui se font physiquement bousculer ? D'affreux sionistes, des juifs intégristes ? Non, bien sûr. Ceux-là ne participeraient pas à une conférence contre le racisme, sauf deux ou trois Juifs intégristes opposés à la création d'Israël au nom de Dieu et dont nous apprendrons qu'ils ont été accrédités par l'Alliance islamique... Non, les cibles ne sont pas israéliennes mais juives. Quand ils sont de nationalité israélienne, il s'agit de militants pour la paix. Parmi eux on peut trouver Ruth El-Raz, de Bat Shalom (www.batshalom.org), une association de femmes israéliennes activistes de la paix, favorable à la création d'un État Palestinien. Parmi les autres Juifs conspués comme racistes, par les "antisio-

nistes", on pouvait également trouver les "Femmes en Noir" et Yes Gvul, une organisation de soldats israéliens, des objecteurs de conscience refusant de servir dans les territoires occupés.

Sur la pelouse, devant la buvette, nous avons également rencontré deux militantes de l'Union des étudiants juifs de suisse très dépitées. Militantes pacifistes et antiracistes, elles fondaient beaucoup d'espoir sur cette conférence et se sont retrouvées incapables de se défaire d'une image sioniste, montrées du doigt, insultées, au seul motif d'être juives. Une expérience qu'elles ne sont pas prêtes d'oublier...

Mais où sont les militants palestiniens et qu'ont-ils à dire ? Ouf, enfin, le 31 août, Arafat intervient. Son calme contraste étrangement avec les discours antisémites des jours précédents. Et là on se rend compte de l'absurde. Les discours antisémites sont portés par des Anglais d'origine Pakistanaise, des Algériens, des Égyptiens, des Irakiens des Saoudiens mais à aucun moment je n'ai vu de militant Palestinien. Plus tard, j'ai appris que palestiniens et israéliens, musulmans, chrétiens et juifs s'étaient mis à l'écart pour travailler de concert dans un Forum réservé à ces communautés.

Le forum des ONG pris en otage

Ce qui n'a pas empêché pas la tension de monter. Empoisonné par cette tension, le Forum des ONG s'est montré incapable d'adopter un document commun. Certains

voulant à tout prix interdire des articles parlant de l'antisémitisme après 45, d'autres refusant de parler d'une purification ethnique touchant les peuples arabes de l'historique Palestine...

Heureusement, des militants antiracistes ont su dire non. Mouloud Aounit du MRAP a appelé le Forum des ONG à se distancier fermement des procédures d'adoption de la déclaration et du programme d'action finaux, ainsi que de certaines déclarations. L'association s'est notamment opposée à une déclaration demandant qu'Israël soit déclaré "un État raciste, fasciste où règne l'apartheid". SOS racisme et Amnesty International ont su également être très fermes.

Une habitude malsaine s'est vite instaurée : fustiger Israël — puis carrément les Juifs — pour mieux faire oublier ses propres actions racistes...

Ce qui nous laisse au moins un peu d'espoir pour nos futurs débats franco-français...

La question des réparations dues à l'esclavage

Avec l'ouverture de la conférence des gouvernements, les vraies questions ont commencé. * Une seule obsède les débats lorsqu'il ne s'agit pas de s'épancher sur Israël : la question des réparations au sujet de l'esclavage. Trois solutions sont débattues et envisagées : 1-les pays africains dont les populations ont été réduites en esclavage voudraient une annulation de la dette ou une compensation financière, ce qui n'est pas au goût des partisans des droits de l'homme vivant sous la dictature de certains potentats africains.

2- une déclaration collective des pays occi-



dentaux exprimant leurs regrets et se prononçant en faveur de l'aide au développement de l'Afrique.

3- Des réparations financières pour les descendants d'esclaves.

À quelques jours de l'ouverture, ProChoix s'est permis d'apporter sa contribution aux débats : nous avons proposé d'envisager les réparations sous forme d'un geste des États-Unis en faveur d'un accès gratuit des Africains malades du sida aux traitements anti-HIV. Une voix qui vivra sur notre site mais qu'il est impossible de faire entendre au milieu de cette cacophonie d'intérêts. Car, là aussi, le débat n'était pas exempt de contributions déplacées. En effet, exceptés les regrets symboliques ou l'instauration de l'esclavage comme crime contre l'humanité, aucune solution envisagée par les ONG ne semble très pragmatique. L'annulation de la dette est certes une bonne idée mais elle risque de se transformer en compensation financière versée directement aux chefs d'États africains — dont les habitants sont bien placés pour savoir que la répartition des richesses n'est pas leur fort. Quant à la solution qui consisterait à indemniser les descendants d'esclaves (autrement dit les noirs américains), elle a surtout l'avantage d'ouvrir un contentieux procédurier à vitam eternam.

Je cherche à comprendre. Je me rends au caucus sur les descendants d'esclaves. On m'a dit qu'il était surtout tenu par des avocats noirs américains. Je m'attends à un discours direct. J'ai surtout droit à plusieurs absurdités. Les lobbyistes en herbe ont laissé prendre la com-



mission par le délégué du Kenya, un pays qui, en plus d'être homophobe et anti-avortement, soutient la Mauritanie qui continue aujourd'hui le commerce humain. Au lieu de hurler, les membres du caucus pensent pouvoir sauver les négociations en oubliant purement et simplement de parler de l'esclavage moderne. À croire que la question des réparations est devenue une affaire américano-américaine, aux mains d'avocats noirs américains qui ne pensent qu'en termes de procès et d'indemnités financières. Pour le lobbying, la situation est un peu râpée.

Le soir, j'allume ma télé et tombe sur la speakerie du caucus portant sur les "descendants d'esclaves" (là aussi, drôle d'intitulé qui évite la question de l'esclavage en général). Elle commence son intervention en parlant de la grande souffrance de son peuple puis s'embrouille. Quand on lui parle d'esclavage moderne, elle répond que cela ne la regarde pas, que les réparations ne concernent que les États-Unis et que le remboursement de la dette ne doit pas être inclus. Énervé, le journaliste noir sud-africain finit par lui demander pourquoi les Noirs américains ne rentrent pas tous en Afrique ! Elle reste sans voix.

Le flicage onusien et la mainmise des ONG américaines

Vous nous trouvez peut-être un peu pessimiste ? Il est vrai que nous n'étions pas en conditions pour apprécier au maximum les points positifs de cette conférence... Comme à Pékin+5, nous avons ressenti assez durement le fonctionnement de la bureaucratie onusienne. Dès le 31 août, début de la conférence gouvernementale, les conditions de cir-

culcation sont devenues infernales. Une partie de la journée a en fait été utilisée à faire la queue pour obtenir l'autorisation d'entrer. Alors que les ONG américaines parviennent à faire accréditer 400 personnes grâce à la complicité du même service d'accréditation qui avait laissé rentrer 300 militants prolifère à Pékin+5 ?), les autres doivent patienter des heures et encaisser un rituel visiblement conçu pour humilier. Comme toutes les ONG non américaines, ProChoix n'avait le droit d'être représenté que par une seule personne. Tous les papiers étant remplis et acceptés depuis 6 mois, il ne devrait pas y avoir de problème... Arrivée devant le guichet, le fonctionnaire onusien (1 pour 4000 personnes) me toise pourtant : "*qui me prouve que vous êtes bien représentante de ProChoix, ça n'est pas indiqué sur votre passeport ?*" J'ai beau lui expliquer qu'il n'est pas très sain d'envisager que les opinions politiques d'un individu soient mentionnées sur son passeport, mon interlocuteur insiste. Apercevant un américain faisant la queue juste derrière moi, il me dit de me pousser pour le laisser passer. Faisant mine de ne pas comprendre l'anglais, je m'étais alors sur le comptoir, empiète sur son bureau et commence à tapoter avec insistance sur son ordinateur en lui suggérant de regarder à l'intérieur. Craignant que je ne me mette à y regarder moi-même, il décide de me laisser passer. Et une d'accréditée !

Pendant ce temps, côté presse, Caroline fait

sa propre expérience de la police politique onusienne. Cette fois, il semble que ce soit la mention "*télévision libre*" indiquée sur mon papier à entête de Zaléa TV qui panique mes interlocuteurs : "*il faut que nous fassions des recherches sur internet*". Trois quarts d'heure plus tard, je poireaute toujours. Un policier occupé à faire des photocopies semble me dévisager depuis un moment. Devant mon insistance, il finit par me venir me trouver. Il est suisse et parle parfaitement français. Poliment, il m'explique à demi-mot que mon accréditation pose problème parce que Zaléa est une télévision libre... Ne pou-

Le fonctionnaire onusien me toise : "qui me prouve que vous êtes bien représentante de ProChoix, ça n'est pas indiqué sur votre passeport ?"

vant pas filmer, nous rentrons à l'hôtel, bien décidé à pondre un message e-mail à ne pas piquer des vers. Surprise, tous les business center des hôtels ont été loués par des ONG américaines — qui ne laissent personne les approcher, même quand les ordinateurs sont vides ! Ayant finalement trouvé un internet café, je m'aperçois que notre serveur a cafouillé et près de 150 messages à connotation antisémite me mettent passablement à plat. Ça suffit pour la journée...

Quelques rencontres parmi les oubliés

Le lendemain, la journée s'annonce moins morose. Après avoir fait faxer une nouvelle lettre de Zaléa TV, après surtout avoir menacer d'appeler l'ambassade, Caroline a eu sa carte. Nous pouvons enfin entrer dans le saint des saints, le DEC : une pelouse, des buvettes et deux longs couloirs menant aux caucus et aux salles où se réunissent les ONG. Pour aller à l'ICC (où ont lieu la plénière et les réunions avec les délégués), il faut faire une autre queue et demander une autre accréditation. Heureusement, tout ce qui nous intéresse se passe au DEC. Une première scène me stupéfie. Un vieux rabbin se promène avec un téléphone portable et une valise. Vieux réflexe antisémite, je cherche son violon, mais rien... Un peu plus loin, à ses côtés, un homme porte un foulard palestinien. Vu le climat des jours derniers, ils devraient s'entre-tuer mais rien... C'est étonnant. Je décide de rester quelques secondes. Une plus grosse caméra que moi passe, le signal est donné : les rabbins et le pro-palestinien se serrent aussitôt la main pour la télé. Je demande à les interviewer et j'apprends que les deux hommes sont accrédités par l'Alliance islamique : le musulman est anglais et le juif américain. Tous deux tiennent le même discours, contre l'avortement, la libération des femmes, le droit de

Suite p. 26



Société civile en danger

Afin d'apporter un éclairage plus complet sur l'ambiance de la conférence, nous publions ici le compte rendu de Malka Markovitch, Présidente du MAPP et Membre du Bureau de la Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes

Le forum des ONG de la Conférence Mondiale contre le Racisme du 27 août au 1^{er} septembre à Durban, s'est déroulé dans un climat de haine et de violence. Le manque de transparence, le non-respect du mode de procédure dans l'adoption de la Déclaration et de la Plate-forme d'action des ONG qui a permis l'introduction de termes incitant à la haine raciale, pose fondamentalement la question de la crédibilité de la société civile, et met en danger les fondements même de la démocratie.

Il serait faux de dire, cependant, comme l'ont affirmé certains commentateurs, que les ONG se sont fourvoyées à Durban. En réalité, durant tout le processus, de nombreuses ONG et caucus ont tenté de résister, ou ont pris fermement position contre les dérives qui étaient à l'œuvre, vraisemblablement orchestrées par des Gongo, ou d'autres intérêts qui n'avaient rien à voir avec "les voix des victimes". Ainsi, il est clair que la question du Moyen Orient a été instrumentalisée pour faire passer d'autres messages, empêcher les débats et le lobbying auprès des gouvernements, monopolisant toute l'attention des médias et rendant ainsi invisible les discriminations vécues par des groupes pourtant largement représentés, tels les Dalits ou encore les Roms, pour ne citer qu'eux. Il est significatif que la question des femmes afghanes n'ait pas pu être abordée à Durban.

Violences et résistances

De nombreux caucus et ONG ont décidé de se retirer durant la plénière d'adoption du texte des ONG, qui n'a été adopté finalement que par 14 caucus sur une quaran-

taine de votants. Il faut saluer ici la manière dont les Roms ont quitté la plénière, après avoir pris la parole pour expliquer la raison de leur retrait. Il n'est du reste pas certain que le texte des ONG publié soit conforme à celui adopté. En effet, un des membres du Comité de rédaction a indiqué que le 2 septembre à 23h, alors que tous les amendements avaient été pris en compte, des personnes s'étaient introduites dans le bureau du Comité, supprimant notamment l'introduction du document et continuant à travailler sur le texte jusqu'à 3 heures du matin. Le Caucus européen, quant à lui, a été victime d'un putsch organisé le 3 septembre. Durant un an, ce groupe avait travaillé d'arrache pied lors des conférences préparatoires, rédigé un plan d'action européen et une déclaration commune avec le caucus africain concernant la question des réparations lors de la 3^{ème} Prep.com. Au lendemain de la plénière, le 2 septembre 2001, les ONG européennes se réunirent comme chaque jour et prirent la décision de rédiger un texte condamnant les procédures d'adoption du document des ONG. Tout en affirmant qu'il soutenait le droit des victimes à se définir elles-mêmes et certains aspects positifs du travail accompli par les ONG dans des commissions thématiques, le communiqué devait indiquer que le Caucus européen ne pouvait adhérer aux formulations incitant à la haine, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Lors de la finalisation de ce communiqué qui devait être adressé à la presse, à la Commission Européenne et aux gouvernements de l'UE, la salle a été envahie par une foule hurlante, remettant en question la légitimité du caucus et traitant de fascistes ceux qui cherchaient à connaître le nom des organisations soutenant cette brutale intervention. Le caucus européen a tenté de résister encore le 4 septembre, bien que soudainement mis en minorité par une majorité de représentants qui n'avaient jamais participé aux précédentes réunions. Ces personnes brandissaient le poing, mitraillaient de photos l'assistance ; il n'a jamais été possible d'obtenir leurs noms ni ceux des organisations

qu'elles défendaient.

Le 5 septembre, date de la dernière rencontre prévue avec la Commission Européenne, ces mêmes personnes, niant la légitimité du caucus, ont refusé que ce dernier participe à la réunion. Par ailleurs, le Caucus européen est le seul à n'avoir pu faire une déclaration lors de la plénière des gouvernements.

Réagir pour préserver notre champ d'action

Si dès le début du forum les violences et les incitations à la haine avaient un caractère essentiellement antisémite, au fur et à mesure que s'envenimait l'atmosphère, l'assimilation du juif au "blanc" et à "l'occidental" devenait de plus en plus perceptible dans les prises de parole. Les violences ont ainsi été ressenties par un grand nombre de représentants d'ONG.

Malgré tout, il ne faudrait pas que Durban soit utilisée comme prétexte par les gouvernements et les institutions internationales pour affaiblir les ONG et ne plus les entendre. Pour cela, il devient urgent que les organisations se posent fondamentalement la question de la transparence et de la démocratie à l'intérieur même de leurs structures, et que chacune, au-delà de son mandat spécifique, soit capable de situer de manière plus globale son combat dans un cadre universel des droits de la personne.

L'atmosphère de guerre, de violence, de haine, facilitée par l'éclatement de tout cadre, le discours de clôture de Fidel Castro dans un stade en délire..., était annonciateur de la confusion qui règne aujourd'hui, après les attentats aux États-Unis. Il est temps que la société civile réfléchisse à ce qui s'est passé, si elle veut continuer de donner un sens à la démocratie et aux combats qu'elle prétend défendre. Si la cacophonie de Durban devait trouver une suite, les voix des victimes seraient encore plus étouffées. •

Malka Marcovitch

Présidente du MAPP

Membre du Bureau de la Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes

18 septembre 2001

choisir des peuples, et l'homosexualité qu'il faut condamner.

À quelques mètres de moi, je n'avais pas vu un petit homme avec un drôle de costume qui me regarde amusé : "ils sont drôles, hein". Après avoir fait connaissance, j'apprends que M... est Américain et membre de la secte Sind. Nous avons parlé pendant un bon moment : moi du droit de choisir; lui de son peuple perché dans les montagnes entre le Pakistan et l'Afghanistan. Nous décidons de rester en contact par le biais du site durban2001.com que ProChoix a mis en place, et que yahoo a répertorié comme le site incontournable sur la conférence. Énergétisée par cette rencontre, je décide d'aborder un maximum d'ONG pour qu'elles se connectent et contribuent à l'enrichir. Un hétéro des Bahamas me dit qu'il a découvert la situation des homos de son pays sur le site. Il est horrifié et m'envoie un papier sur le racisme vers octobre. Je rencontre également Paige, une lesbienne américaine très impliquée dans le caucus des réparations. Nous parlons de notre incapacité à faire émerger un discours sur l'homophobie dans ces conditions.

Où sont les homos ?!

Cela fait trois jours que je piste le caucus gay et lesbien, en vain. Plusieurs rendez-vous ont été lancés sur des écriteaux mais jamais personne ne s'y pointe. Finalement, le 5 septembre, à l'heure où ont lieu les manifestations du jour devant l'ICC, il y a bien une poignée de militants gays et lesbiennes pour protester contre l'oubli de la double discrimination (en tant que victime de racisme et d'homophobie). Une jeune militante tient une pancarte disant : "je suis musulmane et je suis lesbienne. Arrêtez la discrimination !" La photo paraîtra le lendemain dans la page consacré à la conférence du Star, l'un des plus grands journaux sud-africains.

Malheureusement, le fait que l'Afrique du Sud ait une constitution interdisant la discrimination en raison de l'orientation sexuelle n'aura eu aucun impact sur la conférence, incapable d'intégrer une résolution contre l'homophobie. Tout comme elle a été incapable de dénoncer le système de castes en Inde. La liste est longue des oubliés de la conférence de Durban. Sans doute faut-il se réjouir que les États aient toutefois fini par un document commun contre le racisme, où le crime de l'esclavage a été reconnu (même si les États-Unis, eux, n'ont rien signé). Mais je ne peux m'empêcher d'être déçue. Ma déception se transforme en rage lorsqu'à peine rentrée à Paris je découvre que l'Égypte va faire condamner 52 gays pour atteintes aux mœurs, que c'est arrivé pendant la conférence et que, là-bas, personne n'en a parlé. La haine en raison de l'orientation sexuelle est restée protégée par une paire de parenthèse sur un bout de papier qu'il a été impossible de faire retirer, achevant de donner à cette conférence un air de rendez-vous manqué voire de grand-messe indigne... •



Les homos, oubliés de l'antiracisme

Argentine

Bien qu'aucune loi ne criminalise directement l'homosexualité, la police fait de fréquentes incursions dans les bars homos à la recherche d'individus "dangereux" utilisant notamment des arrêtés tels que le "Edict Against Public Scandals" qui punit la gêne due au flirt mais aussi l'utilisation de vêtements de l'autre sexe, le "Edict Against Public Dancing" qui punit les propriétaires de bars où dansent des personnes de même sexe. D'après le Gays for Civil Rights de Buenos Aires, 331 personnes ont été arrêtées en vertu de ces arrêtés en 1995.

Bahamas

Le 10 avril 2001 une manifestation d'un groupe d'homme appelé Vision 5000 ont organisé une manifestation contre les droits des homos. Durant la manifestation le président du groupe, le Rev Walter Hanchell a déclaré se battre contre l'éventualité d'une tolérance de la culture gaie par le gouvernement : "la loi doit défendre les plus faibles, les pauvres, les handicapés, mais les pervers" a rappelé le religieux.

Biélorussie

La conférence de l'Église russe orthodoxe de Biélorussie a déclaré que les gays et les lesbiennes étaient des pervers et des criminels. Les 11 et 12 mars une réunion intitulée : "les conséquences pernicieuses du projet international d'éducation sexuelle" ont rassemblé politiques, ministres, scientifiques et religieux. Il s'agissait de dénoncer les "influences sataniques" des organisations internationales telles que l'OMS, l'UNESCO, et l'ONU coupable de promouvoir les préservatifs et l'éducation sexuelle.

Brésil

En septembre 2000, à Curitiba (État de Parana) des affiches signées par "Résistance 88" ont été collées un peu partout. Elles montrent un homme en cagoule pointant un pistolet avec pour légende : "Passez une bonne journée : mettez fin à l'homosexualité". Ces affiches font suite à des manifestations homophobes et au meurtre de deux gays à Recife. Il semble que l'État du Parana ne se soit pas mobilisé pour protéger les homos. •

Fiammetta Venner & Caroline Fourest

Les Dalits, oubliés de l'antiracisme

Au lendemain du Forum des ONG, les militants et lobbyistes se sont réveillés avec la gueule de bois. Au lieu de mettre en commun une sorte de cahier des doléances, les luttes des uns appuyant celles des autres, chacun se devait de soutenir indéfectivement un ami peu amène. Les ONG humanitaires des pays arabes par exemple n'ont pas pu exprimer la moindre critique à l'égard de leurs pays sur les questions de racisme. Tous derrière l'antisionisme, elles ont oublié comme par magie les raisons principales qui les avaient fait venir. Aussi n'a-t-on pas pu entendre les contributions des ONG de femmes ou de gays arabes. Au garde à vous devant la propagande pan-arabe de pays qui les oppriment, certaines de ces ONG ont choisi une Union sacrée dont ils débattront des conséquences avec leur psychanalyste londonien.

Le débat sur l'esclavage et les réparations a été très vite confié à des pays favorables à l'esclavage moderne comme le Kenya qui a exigé jusqu'à la fin qu'on oublie l'Inde ou la Mauritanie.

Devant le "piratage" de la Conférence par le Proche-Orient, des ONG ont réagi et demandé à la Conférence de se concentrer sur le sort des millions de victimes du racisme et de ne pas se laisser phagocytter par des affrontements politiques. "Plus de 250 millions de personnes de par le monde souffrent de système de ségrégation, d'esclavage moderne et d'autres formes de discriminations parce qu'elles sont nées dans des castes marginalisées", s'est insurgée Smita Narula, de l'ONG Human Rights Watch.

Les castes

En Inde le système des castes a été institutionnalisé il y a plus de 3000 ans par les Brahmins (prêtres) afin de préserver leur supériorité. Après les Brahmanes, on trouve les Kshatriyas (soldats, fonctionnaires), les Vaisyas (artisan et commerçants) et les Sudras (fermiers et paysans). Hors de ces quatre castes, les individus sont jugés sans



castes, intouchables, Dalits.

Ces derniers ne sont pas considérés comme membres de la société humaine mais comme quelque chose d'autre et d'en dessous. Si un Hindou de caste supérieure est touché par un Dalit, il se considérera comme pollué et devra accomplir un certain nombre de rites pour être purifié. En Inde, malgré la suppression du système des castes, 240 millions de personnes sont Dalits soit 1 quart de la population.

Parmi les vexations quotidiennes subies encore aujourd'hui par les Dalits, on peut noter :

- Dans la plupart des familles de caste supérieure, les domestiques sont Dalits. Après qu'il ait tout nettoyé; un membre de la famille rependra de l'eau sainte pour purifier ce qui a été touché par le Dalit.
- On demande également aux Dalits de retirer leurs chaussures devant une personne de caste supérieure.
- Dans les zones rurales, les Dalits ne peuvent pas marcher dans les rues ou vivent des personnes de hautes classes.
- Les Dalits doivent vivre hors du village.
- Ils ne sont pas autorisés à monter dans

un bus sans que les autres ne soient pas montés. Une fois à l'intérieur, ils ne peuvent pas s'associer dans le bus même si les sièges sont libres.

Bien que le système des castes soit connu surtout en Inde on trouve des Dalits au Népal, au Bangladesh, au Sri Lanka et au Pakistan. Trois autres groupes ont subi les mêmes persécutions que les Dalits, les Burakumin au Japon, les Osu du Nigeria et les Rodiya du Sri Lanka. D'autres pays ont un système de castes : le Sénégal, la Mauritanie, le Mali, et Madagascar.

Les Nations unies auraient dû reconnaître le castisme comme une forme de discrimination raciste. Le Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD) a aussi affirmé que les castes étaient concernées par l'article 1 de l'International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (ICERD). Plusieurs meetings préparatoires de la WCAR avaient montré l'importance de parler du castisme.

Pourtant, rien, pas une ligne dans le document final.

5 septembre, devant l'ICC, comme impuissantes, nous assistions à une manifestation des Dalits, les intouchables indiens. L'une des manifestantes me rappelle qu'en Inde près de 20 000 personnes meurent chaque année parce que Dalits. Elle essaye de me convaincre que c'est aussi du racisme, que sa souffrance compte. On en est là. La conférence de Durban n'a pas pris le temps d'examiner le système des castes et je ne peux même pas arriver à lui dire qu'elle a raison. Les faits me contrediraient. La conférence, comme plus tard le 11 septembre, a montré que certaines morts comptaient plus que d'autres. 750 personnes vivant autour de la Méditerranée et 5000 Américains seront toujours plus importants que les 20 000 morts annuels des Dalits. •

F.Venner